



VILLE D'ETAMPES

ARRÊTE DU MAIRE
N°VI-AR-2024/153

Objet: **Arrêté de voirie portant permis de stationnement. Étalage commercial.**

LIEU

41 bis, rue Haut Pavé
91150 Etampes

PERMISSIONNAIRE

Epicerie JARDIN D'OR
M. Hassan
41 bis, rue Haut Pavé
91150 Etampes

Le Maire d'Etampes,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122, L 2112-1 et suivants et L 2212-2-1,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L 2121-1 et suivants,

VU le Code de la Voirie Routière, et notamment l'article 113-2,

VU le Règlement Sanitaire Départemental,

VU la délibération n°VI-DEL-2022-116 du conseil municipal en date du 7 décembre 2022, fixant le tarif des redevances à percevoir au profit de la Commune, pour occupation du domaine public,

Considérant la demande en date du 15 février 2024, par laquelle le pétitionnaire ci-dessus mentionné, sollicite l'autorisation d'installer un étalage commercial de 6 m² devant son commerce, à compter du lundi 18 mars 2024 jusqu'au mardi 31 décembre 2024, au droit du n°41 bis, rue Haut Pavé à Etampes,

ARRETE

Article 1 - Autorisation

Le permissionnaire, désigné ci-dessus, est autorisé à occuper le domaine public pour l'installation d'un étalage commercial de 6 m², au droit de son établissement, à charge pour lui de se conformer aux dispositions portant règlement général sur la conservation et la surveillance des voies communales, ainsi qu'aux conditions spéciales d'exécutions suivantes :

Article 2 - Prescriptions techniques particulières

ÉTALAGE COMMERCIAL:

L'installation n'excédera pas celle de la façade du commerce.

La saillie sur le domaine public sera de 2.20 mètres mesurés à partir du nu du mur de la façade de l'immeuble.

Aucun scellement dans le sol ne sera autorisé.

Un passage minimum de 1m40 devra rester libre de tout obstacle pour permettre le passage des piétons, des poussettes-landau, des fauteuils roulants et autres, sur le domaine public réservé à ces fins

Les panneaux sur pieds, chevalets, porte-menus, devront impérativement être positionnés dans l'emprise de l'installation.

L'installation sera disposée de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux pluviales sur la voie publique et ses dépendances.

L'ensemble des installations et ses abords devront être constamment tenus en parfait état d'entretien et de propreté. Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et de dégradation ou de salissures constatées, la Ville s'accordera le droit de procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire, ou de mettre fin à la présente autorisation d'occupation du domaine public.

L'installation sera retirée les jours et heures de la fermeture du commerce.

Article 3 - Période de l'autorisation

La présente autorisation est accordée à titre précaire à compter du lundi 18 mars 2024 jusqu'au mardi 31 décembre 2024.

Article 4 - Sécurité et signalisation

Le permissionnaire devra se conformer à la réglementation en vigueur.

Article 5 - Conditions financières

L'installation de l'étalage commercial donnera lieu au recouvrement d'une redevance pour occupation du domaine public calculée comme suit :

5 euros/m²/an

Le permissionnaire s'acquittera du montant de la redevance dès réception de l'avertissement.

Le non-paiement de la redevance entraînera de plein droit le retrait de l'autorisation.

Article 6 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du permissionnaire.

Il pourra également être décidé de mettre fin à la présente autorisation d'occupation du domaine public.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme.

Une déclaration préalable au titre de l'urbanisme est nécessaire notamment pour la pose d'un plancher, de panneaux de séparation, de modification de façade (pose d'un store-ban,...), ou de création de terrasse fermée.

Article 8 - Validité et renouvellement de l'arrêté, remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Dès l'enlèvement de l'installation, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les dépôts et de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés sur la voirie et ses dépendances. Faute par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à ses frais par la Commune après mise en demeure.

Article 9 - Conditions générales des autorisations

En cas de changement de propriétaire, une nouvelle demande d'autorisation devra être déposée en Mairie, par l'intéressé.

Elle est pour tout ou partie révocable, à toute époque, sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non- respect par le permissionnaire des conditions imposées par le règlement général ou énumérées ci-dessus. Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie, si il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Les contraventions sont constatées par le Maire ou par tous les agents dûment assermentés.

Article 10 - Ampliation

Ampliation de la présente autorisation sera adressée au permissionnaire.

Article 11- Le présent arrêté est transmis à :

Le Permissionnaire: M. Hassan, épicerie JARDIN D'OR,
Madame La Commissaire de Police, Cheffe de la circonscription d'Etampes,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Etampes,

Les Services Techniques Municipaux, et le service de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie d'Etampes, le 5 mars 2024.

Date de publication le 12 MARS 2024

Pour extrait certifié conforme

Par Délégation du Maire,
Jean-Michel JOSSO
Adjoint au Maire
En charge de la Voirie

